

Le déclasserement de la France est une idée fausse

Michel Duclos | 24 février 2022 | ARTICLES | 



En novembre dernier, les dirigeants français ont réagi avec colère à l'annulation, dans des conditions rien de moins qu'élégantes, du contrat avec l'Australie sur l'achat de sous-marins. On avait pu penser que l'opinion était restée plus sereine. Un [sondage récent](#) montre que l'affaire AUKUS a au contraire marqué les esprits : 47% des personnes interrogées estiment que « la France n'a pas été à la hauteur » dans sa réponse au camouflet. Les États-Unis ne sont considérés comme des alliés que par 53% des sondés et le Royaume-Uni n'a droit à ce titre que pour 40% de ceux-ci.

Si cet épisode laisse tant de traces dans l'opinion, c'est sans doute qu'il alimente une hantise profonde chez les Français, celui d'un déclin irrémédiable de leur pays, d'un « déclasserement » pour reprendre une expression souvent utilisée dans le débat politique. Or, indépendamment des perceptions, quel est aujourd'hui le poids réel de la France dans les affaires du monde ? C'est pour tenter d'apporter une réponse aussi lucide que possible à cette interrogation que nous avons publié en octobre dernier notre livre [La France dans le bouleversement du monde](#). La question est d'autant plus d'actualité que la France entre en campagne présidentielle, qu'elle exerce la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, et qu'elle traverse des turbulences internationales graves du fait de l'intervention russe en Ukraine et de la crise au Mali. Cette dernière comporte un élément commun avec l'affaire AUKUS, celui d'une humiliation, découlant cette fois de l'expulsion de l'ambassadeur de France, suivi du retrait contraint des forces françaises.

Les paramètres du poids de la France dans le monde

Pour avancer un diagnostic, il faut partir de quelques chiffres. Ce qu'il faut bien appeler un recul français dans le monde résulte de quelques données : les Français représentent moins de 1% de la population mondiale, le territoire de la France moins de 0,5 % des terres émergées ; le produit intérieur brut (PIB) de la France classe celle-ci au 6^e ou au 7^e rang mondial selon les années, mais avec un poids dans les équilibres mondiaux qui s'amenuise inéluctablement : le PIB chinois est passé de 1,6 % du PIB mondial dans les années 1990 à 16% aujourd'hui ; le PIB français de 5,6 % à 3 %. La part de la France dans le commerce mondial a chuté d'environ 6 % en 1995 à 3 % aujourd'hui (sans doute moins après la covid).

Ce recul en quelque sorte statistique – encore plus marqué si l'on utilise comme référence le PIB en termes de pouvoir d'achat – est toutefois susceptible de deux interprétations. Selon une première lecture, nous sommes en présence d'un véritable déclin : un ressort est cassé dans la capacité de la France à rebondir ; les mauvais choix effectués par le passé, telle la désindustrialisation ou une fiscalité très élevée conjuguée à un endettement massif, ne peuvent se corriger ; son incapacité à se réformer condamne la France au déclassement. En termes politiques, il est à craindre que les échecs de notre modèle économique entraînent des crispations telles dans le corps social qu'elles font obstacle à l'évolution nécessaire de ce modèle.

Il se trouve toutefois que les dernières années ont quelque peu mis à mal cette lecture décliniste : les réformes faites sous le quinquennat de M. Hollande (tel le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ou les lois Macron et El Khomri), puis au début du quinquennat actuel (la réforme du marché du travail principalement ou encore celle de l'apprentissage), donnent des résultats ; l'économie française garde des points positifs comme la force de son secteur bancaire ou son attractivité (investissements étrangers en France) ; surtout, il se révèle qu'avec une croissance de 7% en 2021, la France, comme l'économiste Paul Krugman l'a noté dans le [*New York Times*](#), sort finalement de la crise de la Covid-19 beaucoup mieux que la plupart des pays.

Par ailleurs, si l'on examine d'autres critères que les critères économiques, il faut rappeler que la France reste dans le top 10 des puissances militaires, mesurées par le niveau de [*dépense de défense*](#). Elle continue aussi de jouir du statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et de puissance dotée de l'arme nucléaire. Non sans lien avec ce statut sans doute, elle conserve une force de frappe diplomatique reconnue, que reflète par exemple son classement en 3^e position dans le [*Lowy Institute Global Diplomacy Index*](#), derrière la Chine et les États-Unis.

C'est pourquoi il convient sans doute de privilégier une lecture relativiste du recul français. Sur le plan économique, c'est la montée des puissances émergentes – Chine, Inde, Corée du Sud, Indonésie, etc. – qui relativise le poids des puissances établies. Sur le plan géopolitique, le retour sur la scène des puissances carnivores – Russie, Turquie, Iran et là aussi Chine par exemple – introduit un élément de compétition qui avait disparu dans la période post-guerre froide. Pour dire les choses très simplement, la France ainsi que d'autres puissances occidentales ne sont pas devenues moins fortes ; elles doivent affronter un monde plus concurrentiel, plus difficile, un monde dans lequel l'Occident n'est plus aussi dominant qu'auparavant, dans lequel ce qui reste de sa prééminence est durement contesté.

Si l'on retient ce schéma, la vraie question – qu'il ne faut pas éluder – est celle des faiblesses qui peuvent handicaper la puissance française dans le nouveau grand jeu mondial. Nous en identifions pour notre part trois principales.

Trois faiblesses de la France

Il s'agit en premier lieu du décrochage économique avec l'Allemagne. Celui-ci remonte comme on le sait au milieu des années 1970. Il n'a fait que s'aggraver depuis. Contrairement à ce que nous imaginions dans [*La France dans le bouleversement du monde*](#), la crise de la Covid n'a pas creusé le décalage en termes de croissance ou d'emploi ; elle se traduit en revanche par un différentiel important dans l'augmentation des endettements publics et privés, bien plus forte en France qu'en Allemagne. C'est donc sur le plan financier, surtout si les taux d'intérêt augmentent, qu'une menace de déclassement existe pour la France vis-à-vis de ses partenaires européens. Avec une dette publique supérieure à 115 % de son PIB, elle est de plus en plus perçue comme un pays du Sud à risque alors qu'elle était parvenue à se rapprocher des pays du Nord.

Derrière les aspects économiques et financiers, l'enjeu réside dans la capacité de Paris à jouer un rôle de pilote majeur – avec l'Allemagne et d'autres – au sein de l'UE. Il faut peut-être clarifier ce point en quelques mots : le « statut » lié au rôle de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies ou à la possession de l'arme nucléaire importe dans une logique géopolitique classique qui reste certes d'actualité. Toutefois, dans une logique contemporaine de compétition géoéconomique – on pense aux enjeux commerciaux et surtout technologiques rendus encore plus aigus par la crise de la Covid, ou encore aux enjeux globaux tels que le changement climatique – c'est l'échelon de l'UE qui peut permettre aux Européens quels qu'ils soient, y compris la France, de rester dans la course. Il est donc plus crucial que jamais pour Paris de conserver une capacité d'influence forte à Bruxelles. Ce sont des politiques communes décidées par les instances européennes sur le prix du carbone, la *cloud*, les semi-conducteurs et l'intelligence artificielle que dépendent par exemple, dans une large mesure, désormais la capacité pour la France de rester une grande puissance.

Seconde faiblesse : ce qu'il est convenu d'appeler le *soft power*, la capacité d'influence en quelque sorte indépendante de la puissance. Cela a été longtemps un point fort de la France, presque par vitesse acquise, par héritage d'un passé prestigieux. C'est moins vrai aujourd'hui. L'image que renvoient souvent les médias internationaux est celle d'un pays en proie au racisme, à l'intolérance religieuse – la notion française de laïcité paraît à contrecourant de l'évolution culturelle globale – un pays dont le modèle économique ne permet plus ni une croissance soutenue, ni l'intégration de la jeunesse et des étrangers. Sur les

questions de société, une sorte de malentendu fondamental entre la France et le monde a été mis en relief lors de l'assassinat de Samuel Paty ; dans ces douloureuses circonstances, la défense de la laïcité par le président de la République a provoqué à la fois des manifestations dans certains pays arabo-musulmans et des critiques virulentes de la presse étrangère, dont de certains éditorialistes du [New York Times](#). On peut l'observer aussi dans [le vent anti-français](#) qui souffle dans certains pays du Sahel pourtant soutenus à bout de bras, y compris militairement, par l'ancienne métropole. Malgré des efforts remarquables de la part du président Macron, le passé colonial continue de peser sur les relations de la France et se ses partenaires africains.

Sans entrer ici dans un sujet très complexe, observons qu'un réexamen du « message » de la France à l'égard du monde doit impérativement être envisagé à la lumière de deux facteurs. D'une part, la « [désoccidentalisation du monde](#) » fait que le thème des valeurs universalistes (démocratie, droits humains, laïcité, multilatéralisme), presque constitutif de la carte d'identité de la France à l'international, passe plus difficilement, voire est fortement mis en cause. D'autre part, la compétition des « influences » s'est durcie. Depuis que [la Chine](#), rejoignant la Russie, est entrée dans ce jeu, mais aussi des puissances autoritaires comme la Turquie ou les pouvoirs « illibéraux » en Europe, c'est une véritable guerre qui se joue pour dominer des segments vitaux de certaines opinions, notamment par le biais des [manipulations de l'information](#).

La troisième faiblesse de la France dans la compétition mondiale actuelle réside à notre sens dans un risque de solitude stratégique. Depuis une dizaine d'années, les Français paraissent très proches des États-Unis, parmi leurs meilleurs alliés dans le combat qui structurerait tout le reste, celui contre le terrorisme. Le retournement de la stratégie américaine vers d'autres horizons – l'Indopacifique – devenu effectif sous la présidence de Donald Trump et plus encore sous celle de Joe Biden, prend les stratèges français à contre-pied : c'est la leçon profonde de [l'affaire d'AUKUS](#) vue de Paris. En effet, alors que les autorités françaises tentaient non sans succès depuis des années de développer une stratégie indopacifique, la mise à l'écart sans ménagement de la France dans le dossier australien laisse entendre que les États-Unis ne considèrent pas que le « plus ancien allié » ait un rôle à jouer dans cette région devenue centrale dans les équilibres du monde.

C'est d'autant plus frappant que le Royaume-Uni, jusqu'ici à la traîne en Indopacifique, obtint au passage une sorte de ticket d'entrée dans la coalition montée par les États-Unis pour contrer la Chine. Par ailleurs, AUKUS officialise aussi, en quelque sorte, la concurrence qui paraît désormais la règle entre « Global Britain » et ses voisins de l'UE, notamment le plus proche d'entre eux sur le plan stratégique, la France. Cette situation est-elle durable ? C'est difficile à dire, mais elle contribue à n'en pas douter à une sorte d'affaiblissement mutuel des deux vieilles puissances européennes.

Les liens distendus avec les États-Unis – et avec la Grande-Bretagne – peuvent-ils être compensés par une plus grande solidarité européenne ? De manière marginale sans doute : au moment de l'affaire AUKUS, les partenaires européens de la France ont marqué un certain soutien ; au Sahel, ce soutien n'est pas seulement platonique, il est réel. Néanmoins, la « boussole stratégique » des Européens reste fondamentalement atlantiste. De surcroît, les attitudes provocantes adoptées par le président Macron en 2019 – ce que nous appelons dans notre livre le « moment cristallisateur » de la diplomatie du Président (lancement d'un dialogue avec Moscou, déclarations sur « la mort cérébrale » de l'OTAN) – ont aggravé un déficit de confiance des autres capitales européennes vis-à-vis de Paris. La campagne des Français en faveur de l'autonomie stratégique européenne, qui n'est pas sans écho auprès de certains partenaires, en a souffert. Sur d'autres sujets, la réponse au défi présenté par la Turquie par exemple, la France n'a trouvé ni au sein de l'OTAN ni auprès de ses partenaires européens un soutien à ses préoccupations.

Si par ailleurs on dresse un rapide bilan de l'action diplomatique « tous azimuts » de M. Macron, il faut bien constater beaucoup de revers : les dialogues spectaculaires avec Donald Trump et Vladimir Poutine se sont révélés stériles ; la tentative de médiation avec l'Iran n'a pas connu le succès ; les initiatives pour résoudre les crises en Syrie et en Libye ont échoué. Au-delà des erreurs ou maladresses des politiques menées, une leçon plus générale se dégage : pour un pays comme la France, même si elle reste une puissance qui compte, il est devenu de plus en plus difficile d'agir seul ; dans la plupart des cas, l'action unilatérale n'est plus une option ; c'est ce qui donne toute sa portée au risque de la solitude stratégique.

Pour un réaménagement des alliances occidentales

Comment pallier ce risque ? L'un des mantras de la classe politique française, soutenu par 44% des Français selon le sondage déjà mentionné, est que « la France doit parler à tout le monde ».

C'est incontestablement de bonne méthode en effet ; en pratique cependant, comme l'a indiqué un des *grand old men* de la diplomatie française, l'Ambassadeur [Pierre Vimont](#), c'est en travaillant en priorité avec l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni que notre pays peut ajuster au mieux son positionnement stratégique.

Ce format – que l'on appelait le Quad à l'époque de la guerre froide – n'est-il pas au contraire dépassé ? Nous pensons qu'il a un nouveau rôle à jouer, à condition toutefois de l'insérer dans un réaménagement des alliances occidentales rendu nécessaire par

la montée en puissance de la Chine et son entente étroite avec la Russie. En effet, la réallocation de l'effort stratégique des États-Unis vis-à-vis de l'Indopacifique implique comme on le sait une volonté de désengagement américain – au moins relatif – d'un certain nombre de théâtres, dont l'Europe et le Proche-Orient. En corolaire, une nouvelle répartition des responsabilités entre les États-Unis et leurs alliés, en Europe et en Asie-Pacifique, devrait constituer un objectif commun.

Sur un autre plan, la place centrale prise par la technologie ou par le changement climatique ou encore le commerce – et par les sanctions – dans la compétition des puissances devrait inciter Washington à revaloriser le rôle de l'UE par contraste avec une approche à l'égard de l'Europe toujours focalisée sur l'OTAN. À un niveau presque métastratégique, le maintien d'une garantie américaine en Europe contre le risque existentiel russe devrait avoir pour contrepartie un appui, fût-il limité, des puissances européennes à l'Amérique face au risque existentiel chinois en Indopacifique.

Sur tous ces sujets, la logique voudrait que la France, fidèle à ses ambitions de grande puissance et partisane d'une défense européenne plus autonome et aussi plus forte, soit l'interlocutrice privilégiée de Washington en Europe. Elle est moins inhibée que l'Allemagne sur les questions de défense et moins dépendante aussi bien de la Chine que de la Russie. Cependant, le poids des habitudes politiques et bureaucratiques à Washington, ainsi que les intérêts des industries de défense américaines et les réflexes conditionnés de méfiance à l'égard de la France vont dans le sens inverse. Là aussi, la discorde peu cordiale avec le Royaume-Uni rend les choses plus difficiles : elle affaiblit la capacité d'influence de l'un et l'autre pays auprès des États-Unis.

Par ailleurs, certains stratèges américains, comme [Elbridge A. Colby](#), font parfaitement le lien entre la réallocation des forces américaines en Indopacifique et l'utilité d'une autonomie stratégique européenne. Ils en déduisent cependant que les Européens doivent se concentrer sur la menace russe et oublier l'Indopacifique. Ce ne peut pas être la position d'un pays comme la France qui garde des ambitions globales, et comme on le sait doit défendre à l'autre bout du monde des intérêts territoriaux, humains, économiques non négligeables.

Quel peut-être pour conclure l'impact de la crise ukrainienne sur la problématique qui a servi de trame à cet article ? D'ores et déjà, plusieurs effets paradoxaux de la crise se font sentir. Ainsi, la volonté russe de contester l'ordre de sécurité en Europe marque les limites du pivot américain vers l'Indopacifique même si [l'ombre portée de la Chine](#) conditionne certainement la partie dramatique qui se joue en Europe. De même, M. Poutine vient de donner une seconde vie à l'OTAN, mais la crise a progressivement rappelé le rôle majeur qui continue à incomber aux puissances européennes – Allemagne et France en tête – et le rôle géopolitique nouveau qu'il appartient à l'UE d'assumer du fait entre autres des sanctions et de la politique énergétique.

De surcroît, les démarches du président Macron vis-à-vis de Moscou et Kiev, sur fond de cohésion occidentale impeccable, ont replacé la France au centre de la politique européenne et de la relation transatlantique. Il lui appartient de tenir une position de fermeté. Elle renouerait ainsi, comme à l'époque de la [crise des euromissiles](#), avec sa vocation naturelle de pilier de la sécurité européenne.

Au-delà, une confrontation de longue durée apparaît inévitable entre les Occidentaux et la Russie de M. Poutine, soutenue au moins jusqu'à un certain point par la Chine. Il ne devrait plus faire de doutes que les États-Unis et leurs alliés doivent réévaluer leurs options stratégiques dans la nouvelle compétition des grandes puissances, qui vient ainsi de franchir une nouvelle étape dans l'escalade. Une France confiante en elle-même, déterminée à corriger ses faiblesses, mais s'appuyant sur les atouts que lui confèrent ses propres forces et son ancrage européen, a tout intérêt à favoriser un nécessaire réaménagement des alliances occidentales. C'est pour elle le meilleur antidote au risque de la solitude stratégique.

Crédit : [Florent Audebert](#)

— • — — • — — • •

Michel Duclos

Michel Duclos ([@MrjDuclos](#)), conseiller spécial à l'Institut Montaigne, est diplomate. Il a notamment été ambassadeur de France auprès de l'UEO et du COPS (Bruxelles), en Syrie et en Suisse, directeur adjoint du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères et représentant permanent adjoint de la France auprès des Nations Unies. Il est l'auteur de *La longue nuit syrienne* (2019), *Le monde des nouveaux autoritaires* (2019) et *La France dans le bouleversement du monde* (2021).

Comment citer cette publication

Michel Duclos, « Le déclassement de la France est une idée fausse », *Le Rubicon*, vol. 2, 24 février 2022 [<https://lerubicon.org/le-declassement-de-la-france-est-une-idee-fausse/>].